

HAÏTI - Un accord qui suscite l'espoir

Victoria Korn

mercredi 27 mars 2024, mis en ligne par [Dial](#)

En Haïti, la démission du premier ministre Ariel Henry lundi 11 mars, ouvre la voie à l'organisation de nouvelles élections avant la lointaine échéance d'août 2025 proposé par le premier ministre fin février. Article de la journaliste vénézuélienne Victoria Kohn publié le 12 mars 2024 sur [Estrategia.la](#), le portail d'information du Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE).

Ariel Henry, le premier ministre de Haïti, a finalement démissionné selon ce qu'a annoncé le président actuel de la Communauté de la Caraïbe (Caricom) et président du Guyana, Irfaan Ali. Au milieu d'une grave crise provoquée par le crime organisé, il a déclaré que cette démission interviendrait après « la constitution d'un conseil présidentiel de transition et la nomination d'un premier ministre intérimaire ».

La pression internationale s'était faite de plus en plus forte pour demander la démission du premier ministre Ariel Henry, qui a gardé son poste après l'assassinat en juillet 2021 du président Jovenel Moïse, qui était soutenu par les États-Unis. Comme son prédécesseur, Henry n'a pas respecté sa promesse de renoncer au pouvoir avant la date limite qui avait été fixée.

Henry ne s'est pas présenté au sommet de la Jamaïque : il est depuis mardi dernier [5 mars] à Porto Rico sans pouvoir pour l'instant retourner en Haïti, après que les autorités dominicaines ont refusé d'accéder à sa demande d'atterrir sur leur sol, mettant en avant la sécurité nationale. Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont fait part à nouveau de leurs « profondes » préoccupations pour la situation humanitaire et sécuritaire en Haïti et ils ont souligné qu'il était nécessaire d'aborder la crise dans toutes ses dimensions.

La démission d'Henry devait prendre effet dès que serait formé un conseil présidentiel de transition car, selon ses propres mots, « aucun sacrifice n'est trop grand pour notre pays. Le gouvernement que je dirige accepte la constitution d'un conseil présidentiel de transition. Les membres du conseil seront élus après un accord entre les différents secteurs de la vie nationale », a-t-il déclaré dans un message diffusé sur les réseaux sociaux de l'exécutif haïtien.

Alors que son mandat prenait fin en février, Henry avait appelé à des élections en août 2025, décision qui n'a pas été du goût des bandes armées ni de celui d'une partie de la population qui demandait sa démission. Les bandes armées de Port-au-Prince ont déjà fait savoir qu'elles ne reconnaîtront aucun gouvernement issu de ces réunions, ce qui complique encore davantage la situation.

Leur leader dans la capitale du pays, Jimmy Chérisier, surnommé Barbecue, a affirmé que si les soldats de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) de l'ONU viennent en Haïti, ils déclencheront une guerre civile. Il a précisé « c'est à nous les Haïtiens de décider qui va diriger le pays et quel modèle de gouvernement nous voulons [...] Nous allons aussi voir comment sortir Haïti de la misère dans laquelle l'île est maintenant plongée ».

Ali, avec le soutien des autres mandataires caribéens, a indiqué qu'a été décidée « la création d'un conseil

présidentiel de transition, formé de sept membres avec droit de vote et de deux observateurs ». La décision a été prise après la réunion qui a eu lieu en Jamaïque avec des représentants des États-Unis et de la France, en plus des Nations unies.

Le Caricom et les États-Unis se sont montrés « optimistes » lors de la réunion de haut niveau sur Haïti qui s'est tenue en Jamaïque et ont affirmé qu'ils ont obtenu des avancées vers une transition politique dans ce pays. « Nous progressons » a déclaré le premier ministre de la Jamaïque, Andrew Holness, dans une conférence de presse à Kingston, aux côtés du président actuel du Caricom et du secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken.

« Nous savons tous qu'une action urgente est nécessaire pour faire bouger les choses dans une meilleure direction », a déclaré le secrétaire du département d'État, Antony Blinken, insistant sur « la proposition conjointe du Caricom et des parties haïtiennes favorables à l'accélération d'une transition politique en Haïti ».

Blinken a annoncé que son gouvernement apportera 100 millions de dollars supplémentaires à une force de sécurité multinationale soutenue par les Nations Unies et destinée à aider la police haïtienne à contrôler les bandes, ainsi que 33 millions de dollars destinés à l'aide humanitaire. Cela porte à 300 millions de dollars la proposition de contribution des États-Unis à la force de sécurité.

Dans ce contexte d'aggravation de la crise haïtienne, la République dominicaine, qui partage avec Haïti, l'île d'[Hispaniola](#), a estimé de la « plus haute importance que la Mission multinationale d'appui à Haïti se déploie le plus rapidement possible » et que les fonds promis par la communauté internationale pour cette mission soient rapidement débloqués.

Préoccupation aux États-Unis

La congressiste de l'État de Floride, d'origine haïtienne, Sheila Cherfilus-McCormick, a averti des dangers pour la sécurité des États-Unis qu'entraînerait le fait que les gangs parviennent à s'emparer du pouvoir en Haïti, à un moment où ce pays de la Caraïbe pâtit d'une détérioration dramatique de sa sécurité.

« Trois des plus importants gangs du pays agissent ensemble dans le but de prendre le pouvoir », dans une vague de violence qui peut s'étendre aux États-Unis et mettre en danger leur sécurité, si les membres des gangs « parviennent à mettre à exécution leur projet » de s'emparer du pouvoir. La congressiste a ajouté que les États-Unis, qui ont des « troupes d'aide » dans ce pays, vont évacuer le personnel de leur ambassade et envoyer 50 millions de dollars (10 millions ont déjà été débloqués) pour « affronter » ces bandes armées.

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3695.

- Traduction de Françoise Couédel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Estrategia.la](#), 12 mars 2024.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.